

## **Après l'élection de Sarkozy... défendons nos droits**

En mettant en avant la « valeur travail », l'ordre, le mérite, Sarkozy a su mobiliser les électeurs de droite, d'extrême droite, et d'autres aussi : il s'est présenté comme le défenseur des salarié(e)s sur le pouvoir d'achat ou face aux délocalisations. **Pourtant, l'essentiel des mesures qu'il propose sont d'inspiration ultra libérale, elles favorisent les entreprises et les plus riches** : suppression des droits de succession, baisse des impôts, exonération de charges sur les heures supplémentaires,... De telles mesures, appliquées aux USA ou en Grande Bretagne n'ont pas permis d'améliorer le sort des populations. Elles n'ont fait qu'enrichir les plus riches, pour appauvrir et précariser le plus grand nombre !

Alors que Sarkozy porte une cohérence et un projet de société, il faut lui opposer un autre projet, basé sur la solidarité, le développement des services publics et une redistribution des richesses.

**La construction d'une société alternative au modèle libéral est plus que jamais nécessaire, c'est aussi le rôle du syndicalisme que d'y réfléchir.**

### ***La victoire électorale ne permet pas tout***

Depuis son élection, Sarkozy et ses conseillers veulent accrédi-ter l'idée que les syndicats seraient illégitimes à contester la politique qui sera mise en œuvre. Pour SUD-Rail, la démocratie ne se résume pas à un bulletin de vote tous les 5 ans. **Revendiquer par l'action collective (grève, manifestation,...) fait partie intégrante des droits démocratiques pour tout(e) citoyen(ne).** Ce sont les luttes qui ont permis de grandes avancées sociales partout dans le monde : salaire, sécurité sociale, congés payés, droit à l'avortement,... Ainsi, la victoire de la droite aux élections présidentielles et législatives de 2002 n'a pas empêché des millions de personnes de descendre dans la rue et d'obtenir le retrait du CPE !

### **Un dialogue social très sélectif**

Le nouveau président de la République a décidé, avant même son intronisation officielle, de recevoir les organisations syndicales. Mais ce « dialogue » commence par exclure une partie du mouvement syndical. En effet ni la FSU, ni l'Union syndicale Solidaires n'ont été conviées à le rencontrer. Une telle discrimination se situe dans la poursuite des comportements des gouvernements précédents, alors même que le candidat Sarkozy avait indiqué vouloir faire fortement évoluer les règles de représentativité syndicale.

L'Union syndicale Solidaires rappelle que la représentativité syndicale doit avant tout être fondée sur le vote des salarié(e)s.

### ***Les travailleurs/ses du rail dans la ligne de mire***

Allongement de la durée du travail, précarisation et flexibilité, remise en cause du CDI, pression sur les salaires et les indemnités, les travailleurs du rail, comme l'ensemble des salarié(e)s de ce pays, devront faire face à des attaques brutales. La mise en place d'un service minimum est annoncée pour la fin 2007 et la remise en cause du régime de retraite pour 2008. Pour SUD-Rail, ces mesures visent à mettre au pas une corporation combative qui, pour beaucoup, incarne une résistance à la régression sociale. C'était tout le sens des « grèves par procuration » de la fin 1995 ou de 2003. Cette attaque en prépare de nouvelles, sur les retraites des autres salarié(e)s.

Sarkozy veut qu'en cas de grève le trafic soit normal 3h le matin et 3h le soir, ce qui revient à supprimer le droit de grève pour de nombreux cheminots. C'est avant tout un objectif idéologique visant à réduire si ce n'est supprimer le droit de grève pour empêcher toute remise en question des politiques suivies. La droite n'oublie pas les grèves de 1986 et 1995 qui l'ont obligé à reculer.

**Pour SUD-Rail, si le service public ferroviaire n'est pas dans le même état de décrépitude que dans les pays qui ont appliqué les préceptes libéraux, c'est bien parce que les travailleurs du rail l'ont défendu, notamment par la grève quand c'était nécessaire.**

La direction de la SNCF reconnaît que l'évolution démographique de notre régime de retraite est favorable à l'horizon 2020. C'est pour cela que la proposition de Sarkozy de supprimer les régimes spéciaux pour augmenter les petites retraites, est purement démagogique. Le vrai projet politique est de faire travailler tout le monde plus longtemps tout en diminuant le montant des retraites. Seule une autre répartition des richesses permet de maintenir les régimes par répartition.

## ***Construire les ripostes nécessaires***

Le patronat, la droite, les financiers qui nous gouvernent ne font aucune différence entre nous : lorsque Balladur s'en est pris aux seules retraites du privé en 93, c'était pour que Juppé s'attaquent à celles de la fonction publique en 95, et que Fillon isolent les régimes spéciaux en 2003, dans l'espoir d'en finir avec les cheminot-e-s en 2007/2008... Et lorsque Sarkozy fait semblant d'encenser les travailleurs/ses pour dénoncer les chômeurs/ses, c'est pour ensuite généraliser la précarité à tout le monde salarié.

Chômeurs = feignants, immigrés = délinquants, progrès social = travailler plus, ce n'est pas vrai ! Ce que le MEDEF appelle « assistanat », ce sont simplement les droits qui protègent les plus faibles. La réduction du temps de travail sans flexibilité est une vraie avancée sociale ! Les sociétés basées sur la réussite individuelle sont très inégalitaires et peu démocratiques ... car en fait elles ne peuvent fonctionner que sur la réussite d'une petite minorité, l'exploitation de l'immense majorité. Pour SUD-Rail, la lutte contre la politique de Sarkozy doit aussi se situer sur le terrain idéologique.

**Le gouvernement se trompe s'il pense que 53% des français ont dit oui au libéralisme.**

La droite annonce son intention d'agir très rapidement sur des questions comme le droit de grève, le régime de retraites des cheminot-e-s, le code du travail ou l'accès aux soins. Sarkozy n'invente rien de nouveau : s'attaquer frontalement aux syndicats, au droit de grève, aux secteurs qui résistent, Thatcher l'a fait en Grande Bretagne il y a 20 ans. Ce n'est pas une « politique nouvelle », c'est la politique de la droite réactionnaire, qui essaie d'anéantir d'emblée les résistances sociales, pour mieux faire passer ensuite tous ces projets antisociaux et liberticides : une partie de la population anglaise ne s'est pas émue des attaques contre les syndicats, de la répression contre les mineurs en grève ... quelques années plus tard, ceux-là ont regretté que le mouvement syndical n'ait plus assez de force pour imposer le droit à la santé pour tous, le droit au transport dans des conditions correctes, etc.

**Lorsque le nouveau gouvernement voudra imposer ses mesures, il faudra organiser la résistance à la SNCF et en dehors avec l'ensemble de ceux qui n'accepteront pas cette logique !!!**